

Des semences pour vivre



La très grande majorité des gardiens de semences en Asie du Sud sont des femmes. (CRDI : Daniel Buckles)

2003-10-02

par *Kevin Conway*

« S'il pleut, les récoltes seront bonnes. Pas de pluie, pas de récoltes. »

Ainsi s'exprime Chinna Narsamma, qui cultive les minces terres rouges du plateau du Deccan en Inde. Grâce aux stratégies développées par des générations de paysans, cette agricultrice a appris comme bien d'autres à s'adapter au climat du sud de l'Inde où les sécheresses sont fréquentes. Une pratique culturelle traditionnelle comme l'alternance de légumineuses fixatrices d'azote avec des céréales ou légumes qui régénèrent le sol, permet de tirer des récoltes sûres d'un sol pauvre. Une culture de base comme le sorgho — appelé ici *jowar* — a été soigneusement choisie pour sa capacité à pousser en sol aride, la plante n'ayant pas beaucoup besoin d'eau et se contentant de fumier composté comme engrais. Comme la plupart des cultures, le sorgho est polyvalent : la famille s'en nourrit, ses fibres sont utilisées en artisanat et il sert aussi de fourrage.

Pour sauvegarder ce savoir, qui a permis aux habitants de survivre pendant des milliers d'années, les agriculteurs du plateau du Deccan ont traduit leur connaissance intime des semences, du sol et des saisons en rituels, cérémonies, danses et chansons. C'est ainsi qu'ils transmettent ce savoir à leurs enfants. Dans cette région de l'Andhra Pradesh, l'agriculture n'est pas un simple métier, elle fait partie intégrante de la culture des habitants. C'est aussi la trame économique qui relie producteurs, transformateurs et consommateurs aux paysans sans terre, artisans et petits commerçants dans un réseau de moyens de subsistance étroitement interdépendants.

La culture biologique au Canada

Aux antipodes de l'Inde, en Colombie-Britannique, les calottes enneigées des montagnes surplombent les dix acres de champs où Patrick Steiner et d'autres produisent semences et légumes biologiques.

« Les vingt premières années de ma vie, l'agriculture ne m'intéressait pas, dit-il. Je cultive la terre depuis dix ans maintenant, et j'essaie de comprendre comment fonctionnent les cycles de vie au Canada, dans le but de partager ces connaissances avec mes concitoyens. »

Patrick Steiner est tout à la fois agriculteur biologique, gardien de semences et militant. Au fil du temps, il a constaté que l'attitude des gens a changé face à l'agriculture et à l'alimentation. Partout au Canada, le marché des aliments biologiques ne cesse de croître, au point où les grandes sociétés agroalimentaires dont les produits garnissent les tablettes des supermarchés commencent à s'y intéresser. Le défi pour les petits producteurs, selon lui, est de trouver le moyen d'intéresser le consommateur aux produits biologiques, de façon à changer les méthodes de production, de transformation et de distribution des produits alimentaires.

Un avenir commun pour les agriculteurs ?

La réalité et l'avenir de ces deux producteurs seraient donc différents ? Ce n'est pas l'avis de P.V. Satheesh, responsable de la Deccan Development Society, une association populaire qui travaille auprès des agricultrices du plateau du Deccan. « S'il est vrai que leurs modes de culture sont différents, ou qu'ils ont une vision différente des divers aspects de l'agriculture, dit-il, au bout du compte, ils représentent une vision globale de l'agriculture où l'agriculteur tient son destin bien en main. »

Il croit que cette vision est en voie d'être marginalisée par l'adoption de politiques visant à promouvoir une agriculture industrielle axée sur l'exportation, plutôt que la production locale par de petits agriculteurs. L'enjeu, d'après lui, est un mode de vie qui est la trame culturelle et économique de millions de populations rurales à travers le monde.

Le contrôle local de la production alimentaire est devenu le mot de ralliement de la Deccan Development Society et des associations à vocation semblable qui composent le South Asian Network of Food, Ecology, and Culture (SANFEC). Depuis sa création en 1996, le SANFEC profite des différents forums nationaux, régionaux et internationaux — le Sommet mondial de l'alimentation, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ou le Sommet mondial sur le développement durable (SMDD) — pour défendre ses idées. À l'été 2002, grâce au soutien du Centre de recherches pour le développement international (CRDI) et d'Inter Pares, une ONG canadienne, la société a pu venir expliquer sa position aux agriculteurs canadiens.

Dans ce qu'on a appelé un dialogue entre agriculteurs, un groupe d'agriculteurs de pays sud-asiatiques — Bangladesh, Inde, Népal, Pakistan et Sri Lanka — ont parlé des expériences et des problèmes des petits producteurs avec des agriculteurs biologiques de la Colombie-Britannique, du Manitoba, du Québec et de la Saskatchewan. Ce programme de dix jours, qui comprenait une visite de fermes biologiques, des exposés et un atelier, a abouti à la formulation d'une position alternative de l'avenir de l'agriculture, exposée dans le document *A Common Ground* présenté au Congrès mondial de la Fédération internationale des mouvements d'agriculture biologique (FIMAB) qui s'est tenu à Victoria (C.-B.) en août 2002. Les membres du SANFEC sont ensuite allés porter leur message aux dirigeants mondiaux participant au SMDD qui se tenait à Johannesburg en Afrique du Sud.

Semences, sols et survie

En tête des priorités énoncées par la trentaine de participants figurait la nécessité pour les agriculteurs de contrôler les semences, c'est-à-dire de pouvoir les conserver et créer de nouvelles variétés eux-mêmes. Autre préoccupation, l'effritement graduel des villages et des cultures, à mesure que les agriculteurs qui ne parviennent plus à vivre de la terre l'abandonnent.

Pour des agricultrices comme Begari Laxmamma de l'Andhra Pradesh, ce sont les semences qui importent d'abord. Tout comme Patrick Steiner, celle qu'on appelle Lakshmi conserve les semences. « J'ai au moins 85 variétés de semences, dit-elle. Chaque année, j'en prête à des gens, qui me remettent une fois et demie ce que je leur ai prêté. De sorte que la quantité de mes semences augmente d'année en année. »

Le savoir-faire et les connaissances de Lakshmi lui ont gagné l'estime des habitants de son coin et des environs. Cela a également permis de préserver des variétés de semences et des modes de culture traditionnels, face à l'attrait grandissant des cultures commerciales.

La culture commerciale, comme son nom l'indique, a pour but de produire des cultures destinées à la vente, habituellement sur les marchés d'exportation, au détriment des cultures de subsistance ou destinées aux marchés locaux.

Les cultures exportées sur les marchés étrangers permettent aux pays en développement d'exploiter leurs avantages comparatifs, comme une main-d'œuvre et des terres agricoles bon marché, pour gagner des capitaux étrangers et s'assurer une part des marchés mondiaux de matières premières. Mais si les grands propriétaires terriens sont en mesure de réaliser des économies d'échelle et de tenir bon devant les fluctuations des cours mondiaux, la plupart des petits exploitants ne le sont pas. Dans le Sud, les trois quarts des agriculteurs sont de petits exploitants ayant rarement les moyens de se payer les engrais à base de pétrole et les pesticides chimiques nécessaires pour maximiser les cultures commerciales.

Les cultures commerciales posent un problème particulier pour les gardiennes de semences comme Lakshmi, car elles utilisent surtout des variétés hybrides à fort rendement qui ne se reproduisent pas de façon identique. Conservées, ces semences de variétés hybrides ne donnent pas les années suivantes les mêmes plantes à haut rendement. En outre, la plupart de ces variétés sont protégées par des brevets ou par la loi. Les agriculteurs doivent donc acheter leurs semences des détenteurs de brevets, soit, habituellement, un grainetier ou un institut public de recherche. Si le contrôle des semences échappe aux agriculteurs, les gardiens de semences, en très grande majorité des femmes, en souffrent. La baisse de la demande de semences traditionnelles signifie leur disparition, et celle de leur connaissance du meilleur mode de culture. À l'échelle de la planète, cette perte de biodiversité réduit d'autant le choix des plantes que les agriculteurs souhaitent cultiver. Paradoxalement, cela réduit aussi le champ d'action des grainetiers et des instituts de recherche qui comptent sur la diversité du patrimoine génétique pour créer de nouvelles variétés de semences.

Tirer la sonnette d'alarme

« En Colombie-Britannique, observe l'agriculteur biologique John Wilcox, nous faisons la distinction entre agriculture traditionnelle et agriculture industrielle. Nous avons tourné le dos à l'agriculture traditionnelle, nous nous désintéressons de la terre et des soins qu'elle requiert. L'agriculture industrielle dépend des milieux urbains, de sorte qu'elle met l'accent sur la ville. L'évolution démographique a fait que seulement 0,5 % de la population cultive aujourd'hui la terre. Nous devons tirer la sonnette d'alarme et tenter de dissuader les autres d'emprunter le même chemin. »

Pour Farhad Mazhar, responsable d'une ONG bangladaise, Policy Research for Development Alternatives (mieux connue sous le sigle bengali UBINIG), et membre du SANFEC, il est essentiel que la prochaine étape de l'œuvre amorcée par le SANFEC en Asie soit l'établissement d'un dialogue entre agriculteurs. « Ce genre de dialogue est très important pour que nous puissions créer une alliance politique pour lutter contre l'industrialisation de notre système d'alimentation et la privatisation de nos terres communales. Une telle alliance est essentielle. »

Farida Aktar, également membre d'UBINIG, résume cette idée en quelques mots : « Nous avons lancé un mouvement qui s'étendra à toute la planète. »

Kevin Conway est un rédacteur à la Division des communications du CRDI.

Renseignements

Initiative de programme Utilisation durable de la biodiversité (UDB), CRDI, CP 8500, Ottawa, Ontario, Canada K1G 3H9; tél. : (613) 236-6163; téléc. : (613) 567-7748; courriel : sub@idrc.ca

Dominique Caouette, Inter Pares, 221, avenue Laurier est, Ottawa, Ontario, Canada K1N 6P1; tél. : (613) 563-4801; téléc. : (613) 594-4704; courriel : doming@interpares.ca

P.V. Satheesh, Director, Deccan Development Society, A-6, Mira Apartment, Bashir Bagh, Hyderabad, Andhra Pradesh, 500 029, India; courriel : ddshyd@hd1.vsnl.net.in

Farhad Mazhar, Director, Policy Research for Development Alternatives (UBINIG), 5/3 Barabo Mahangpur, Ring Road, Shaymoli, Dhaka 1207, Bangladesh; courriel : ubinig@citecho.net